




CONDITIONS D'ACCES

- Jeunes d'au moins **16 ans et jusqu'à 29 ans**, **obligatoirement inscrits à France Travail** ou en cours d'inscription, prioritairement sans qualification.
- L'entrée en formation se réalise généralement dans les 2 semaines suivantes de l'information collective et de l'entretien individuel, si les démarches administratives à réaliser sont satisfaisantes.
- Chaque candidat peut :
 - Être positionné par un prescripteur (Mission Locale, Pôle Emploi...)
 - S'auto-positionner dans le cadre d'une candidature spontanée
- Tout stagiaire entrant en formation sur le programme E2C au titre du financement par la Région Occitanie bénéficie du statut de « stagiaire de la formation professionnelle ».
- Le dispositif et les locaux sont **accessibles aux personnes en situation de handicap**.

Ces jeunes ne peuvent accéder aux actions de formation professionnelles qualifiantes faute d'avoir un projet professionnel ou de disposer du niveau suffisant pour passer le cap des sélections. Le programme E2C leur de prendre le temps de construire un parcours probant d'insertion professionnelle.

L'organisation actuelle permet d'accueillir **15 nouveaux entrants**, sur la base d'environ 15 promotions toutes les 3 semaines, soit un volume annuel de l'ordre 190 à 200 élèves.

Modalités de recrutement

- Pas de sélection à l'entrée en dehors d'une motivation à s'engager dans un parcours de formation en alternance
- Inscription préalable pour participer à une information collective : onglet « Accueil » bouton 
- Entretien individuel avec un membre de l'équipe pédagogique pour valider la candidature administrative
- Inscription France Travail
- Pas de diplôme supérieur au bac
- En matière de savoirs et de maîtrise linguistique : être **en capacité de rédiger et de comprendre un message simple** de quelques lignes
- Être en capacité de se mobiliser sur la formation
- Montage du dossier de rémunération

L'E2C fonctionne toute l'année en entrées et sorties permanentes.

La formation est gratuite et rémunérée, elle est cofinancée par la Région Occitanie, la DREETS et l'Union Européenne.